

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique que les personnes visées par l'arrêté royal n° 12 susvisé puis ont connaître dans les meilleurs délais la cotisation exacte dont elles sont, le cas échéant, redevables en vertu de ce même arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre des Relations extérieures, de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le coefficient visé à l'article 2, 2°, de l'arrêté royal n° 12 du 26 février 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation est fixé à 1,06.

Art. 2. Les coefficients visés à l'article 3 du même arrêté sont fixés à 1,06 et 1,09.

Le montant de la cotisation due est égal à celui de la tranche des revenus professionnels de 1982 comprise entre les revenus professionnels de 1981 \times 1,06 et les revenus professionnels de 1981 \times 1,09.

Art. 3. Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

L. OLIVIER

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

F. 93 — 595

7 MARS 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 6 janvier 1977, 12 août 1980, 27 mai 1982, 29 mai 1982, 19 novembre 1982 et 30 décembre 1982;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que, comme suite à l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, l'adaptation du régime des prestations familiales pour travailleurs indépendants s'impose également avec effet au 1er janvier 1983 en ce qui concerne le droit aux allocations familiales pour enfants handicapés à partir de l'âge de 25 ans, visé aux articles 3 et 11 de l'arrêté royal n° 122 précité, et l'ouverture du droit à l'allocation de naissance défini à l'article 16 du même arrêté;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het aangewezen is dat de personen bedoeld door bovenvermeld koninklijk besluit nr. 12 binnen de kortst mogelijke tijd de juiste bijdrage zouden kennen die zij eventueel krachtens ditzelfde besluit verschuldigd zijn;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, van Onze Staatssecretaris voor Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De coëfficiënt bedoeld in artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit nr. 12 van 26 februari 1982 houdende de sociale solidariteitsbijdrage ten laste van de geneters van bedrijfsinkomsten die niet aan de index van de consumptieprijzen gebonden zijn, wordt vastgesteld op 1,06.

Art. 2. De coëfficiënten bedoeld in artikel 3 van hetzelfde besluit worden vastgesteld op 1,06 en 1,09.

Het bedrag van de verschuldigde bijdrage is gelijk aan dat van de schijf van de bedrijfsinkomsten van 1982 die begrepen is tussen de bedrijfsinkomsten van 1981 \times 1,06 en de bedrijfsinkomsten van 1981 \times 1,09.

Art. 3. Onze Minister van Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

L. OLIVIER

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

N. 83 — 595

7 MAART 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 januari 1977, 12 augustus 1980, 27 mei 1982, 29 mei 1982, 19 november 1982 en 30 december 1982;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, ingevolge het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 tot wijziging van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, de aanpassing van de gezinsbijslagregeling voor zelfstandigen, met uitwerking op 1 januari 1983, eveneens geboden is inzake het recht op kinderbijslag voor minder-valide kinderen vanaf de leeftijd van 25 jaar, beoogd in de artikelen 3 en 11 van het voormeld koninklijk besluit nr. 122, en het ontstaan van het recht op kraamgeld bepaald in artikel 16 van hetzelfde besluit;

Considérant que les mobiles qui ont précédé aux modifications susvisées, selon le Rapport au Roi, s'appliquent également en régime des allocations familiales pour travailleurs indépendants et que l'adaptation de ce dernier doit s'effectuer à la même date afin de pallier les distorsions et de prévenir de nouveaux problèmes de cumul;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants :

« Article 20bis. Les allocations familiales en faveur de l'enfant handicapé visé à l'article 26, alinéa 1er, 2°, sont accordées à partir du 1er janvier 1983 aux taux mentionnés à l'article 17 et majorés conformément à l'article 21, sans préjudice de l'application de l'article 23.

Si cet enfant est soit orphelin attributaire en vertu de l'article 8, soit bénéficiaire d'un attributaire visé à l'article 19, il peut toutefois prétendre à partir de la même date à une allocation mensuelle de 4 588 F, à moins que l'application de l'alinéa 1er soit plus favorable. L'article 23 n'est pas d'application au taux précité. »

Art. 2. A l'article 22 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'allocation de naissance est également accordée s'il n'existe aucun droit aux allocations familiales en vertu du présent arrêté, parce que l'enfant est mort-né ou qu'est survenue une fausse couche après une grossesse d'au moins cent quatre-vingts jours. »

2° le § 2, alinéa 3, est abrogé.

Art. 3. L'article 22bis du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 30 décembre 1982, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 22bis. L'allocation de naissance est également accordée pour l'enfant faisant partie du ménage d'un attributaire à condition que :

1° un acte d'adoption, un acte de légitimation par adoption ou une convention de tutelle officielle le concernant ait été passé, du chef de l'attributaire ou de son conjoint, endéans l'année qui suit la naissance de cet enfant;

2° l'adoptant, le tuteur officieux ou leur conjoint soit attributaire pour ledit enfant à la date de la signature de l'acte ou de la convention précités.

L'allocation de naissance est exclusivement due à l'adoptant, au tuteur officieux ou à leur conjoint, à moins que le père ou la mère ait réclamé cette prestation soit dans les trois mois de la naissance, soit avant la signature de l'acte ou de la convention visés à l'alinéa 1er lorsque ceux-ci ont été passés plus de trois mois après la naissance.

Le montant de l'allocation de naissance octroyé pour l'enfant bénéficiaire en vertu du présent article, est celui qui est d'application à la date de la signature de l'acte ou de la convention visés à l'alinéa 1er. Pour déterminer son rang de naissance, cet enfant est considéré comme un enfant propre de l'adoptant ou du tuteur officieux. »

Art. 4. Dans l'article 26 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« L'enfant visé à l'alinéa 1er ne peut, pour être bénéficiaire conformément au 2°, a, ni exercer une activité donnant lieu à l'assujettissement à un des régimes de sécurité sociale, ni bénéficier de prestations sociales pour cause d'incapacité de travail, de chômage involontaire ou de mise à la retraite, sauf éventuellement d'une prestation accordée en vertu de la législation relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1983.

Overwegende dat de beweegredenen die hebben voorgezeten aan de onderhavige wijzigingen, blijkens het Verslag aan de Koning, eveneens gelden voor de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen en dat de aanpassing van deze laatste op dezelfde datum behoort te geschieden teneinde distorsies te verhelpen en nieuwe cumulatieve problemen te voorkomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 20bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen ingevoegd :

« Artikel 20bis. De kinderbijslag ten gunste van het minderjarige kind bedoeld in artikel 26, 1e lid, 2°, wordt met ingang van 1 januari 1983 toegekend aan de bedragen vermeld in artikel 17 en verhoogd overeenkomstig artikel 21, onverminderd de toepassing van artikel 23.

Indien dit kind hetzij rechthebbende wees is krachtens artikel 9, hetzij rechtgevend van een rechthebbende bedoeld in artikel 19, kan het evenwel aanspraak maken vanaf dezelfde datum op een maandelijks bijslag van 4 588 F, tenzij de toepassing van het 1e lid gunstiger is. Artikel 23 is niet van toepassing op het voormeld bedrag. »

Art. 2. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Het kraamgeld wordt eveneens toegekend indien er krachtens dit besluit geen recht op kinderbijslag bestaat omdat het kind doodgeboren is of omdat het om een miskraam gaat na ten minste honderdtachtig dagen zwangerschap. »

2° § 2, derde lid, wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 22bis van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 30 december 1982, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 22bis. Het kraamgeld wordt eveneens toegekend voor het kind dat deel uitmaakt van het gezin van een rechthebbende, op voorwaarde dat :

1° desbetreffend een adoptieakte, een akte van wetgeving door adoptie of een overeenkomst tot pleegvoogdij verleden is, hoewel de rechthebbende of zijn echtgenoot, binnen het jaar dat volgt op de geboorte van dit kind;

2° de adoptant, de pleegvoogd of hun echtgenoot rechthebbende is voor genoemd kind op de datum van de voormelde akte of overeenkomst.

Het kraamgeld is uitsluitend verschuldigd aan de adoptant, aan de pleegvoogd of hun echtgenoot, tenzij de vader of de moeder deze uitkering heeft aangevraagd hetzij binnen drie maanden na de geboorte, hetzij vóór de ondertekening van de in het 1e lid bedoelde akte of overeenkomst indien deze meer dan drie maanden na de geboorte verleden werd.

Het bedrag van het kraamgeld dat wordt toegekend voor het krachtens dit artikel rechtgevend kind, is dat welke van toepassing is op de datum van de ondertekening van de akte of overeenkomst bedoeld in het 1e lid. Om zijn gehoorterang te bepalen, wordt dit kind beschouwd als een eigen kind van de adoptant of van de pleegvoogd. »

Art. 4. In artikel 26 van hetzelfde besluit wordt, tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« Het in het eerste lid bedoeld kind mag, om rechtgevend te zijn, overeenkomstig 2°, a, noch een activiteit uitoefenen die aanleiding geeft tot verzekeringsplicht ingevolge een van de regelingen van sociale zekerheid, noch uitkeringen genieten wegens arbeidsongeschiktheid, onvrijwillige werkloosheid of pensioering, behalve een eventuele uitkering ingevolge de wetgeving betreffende de toekenning van tegemoetkomingen aan mindervaliden. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983.

Art. 6. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

L. OLIVIER

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

F. 83 — 596

28 MARS 1983. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 21, § 3, modifié par la loi du 21 décembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 95, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1970 et 20 décembre 1980;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 95, § 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1970 et 20 décembre 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sont considérées comme représentatives au sens de l'article 21, § 3, alinéa 1er, 4°, de l'arrêté royal n° 38 les organisations familiales représentées au sein du Conseil supérieur de la Famille pour la Communauté française ou au sein du Vlaamse Hoge Raad voor het Gezin. »

Art. 2. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

L. OLIVIER

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

Art. 6. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

L. OLIVIER

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

N. 83 — 596

28 MAART 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21, § 3, gewijzigd door de wet van 21 december 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 95, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 december 1970 en 20 december 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 95, § 2, van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 december 1970 en van 20 december 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Worden beschouwd als representatief in de zin van artikel 21, § 3, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit nr. 38 de gezinsorganisaties vertegenwoordigd in de schoot van de Vlaamse Hoge Raad voor het Gezin of in de schoot van de Conseil supérieur de la Famille pour la Communauté française. »

Art. 2. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

L. OLIVIER

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS